

Unité départementale de Lille
Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 01/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LFB Biomédicaments

59 rue de Trévis
59000 Lille

Références : -

Code AIOT : 0007001926

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2026 dans l'établissement LFB Biomédicaments implanté 59, rue de Trévis 59000 Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la campagne annuelle de contrôles inopinés 2026 pilotée par la DREAL, il a été réalisé un prélèvement d'eau résiduaire visant à détecter la présence de légionelle dans les circuits de refroidissement des 4 tours aéroréfrigérantes du bâtiment au droit de la rue de Belfort (TAR Belfort 1 et 2) et des deux tours aéroréfrigérantes (TAR EPI et FRCG) du bâtiment au droit de la rue de Trévis. Ce prélèvement a été effectué par le laboratoire Cereco. L'Inspection a accompagné le laboratoire et contrôlé le respect de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2014 et de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 en ce qui concerne la prévention de la légionellose

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LFB Biomédicaments
- 59, rue de Trévis 59000 Lille
- Code AIOT : 0007001926
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de LFB (Laboratoire du Fractionnement et des Biotechnologies) est localisé au sud de l'agglomération lilloise, dans un triangle délimité par la rue de Trévis, le boulevard de Belfort et la rue Kellerman. Il occupe une superficie totale de 22 164 m², dont 16 340 m² en surface bâtie. La société LFB est un laboratoire pharmaceutique spécialisé dans le domaine des médicaments dérivés du plasma, créé par la loi du 4 janvier 1993 qui a confié à LFB l'exclusivité du fractionnement du plasma issu du don bénévole récolté sur le territoire national. Avec une gamme très large de 21 médicaments dérivés du plasma mis à disposition des professionnels de santé, LFB permet le traitement de pathologies liées aux déficits immunitaires, à certaines maladies auto-immunes ou à des troubles de l'hémostase. Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2014 pour les activités suivantes :

- dépotage d'éthanol (1431-1-a),
- installations de réfrigération (2921-a).

Les autres activités du site étant exercées sous le régime de la déclaration ou comme étant non classées.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.	Sans objet
2	traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/10/2013, article 26.I.2.b	Sans objet
3	Nettoyage préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c	Sans objet
4	Stockage des produits biocides et autres	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Sans objet
5	Identification	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des produits biocides	29/06/2016, article R.522-18	
6	Utilisation des produits biocides sur le site	Autre du 22/05/2012, article Annexe V	Sans objet
7	Prévention de la légionellose	Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 39	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'examen du rapport d'analyse détaillant les résultats des échantillons prélevés le 09/03/2026 sur les 4 tours aéroréfrigérantes du site, les résultats des analyses en légionelles mettent en évidence une concentration en Légionelle spèce inférieure à 1000 unités formant colonies (UFC) par litre d'eau. Les valeurs des concentrations relevées dans les circuits de la tour Belfort 1 et 2, de la tour FRCG et de la tour EPI sont donc inférieures au seuil de concentration en Legionella pneumophila de 1000 UFC/L dans l'eau du circuit.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion</p>

du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection son analyse méthodologique de risque dans sa dernière version en date du 01/12/2025.

L'inspection a constaté que l'AMR fourni par l'exploitant comprend une description des installations ainsi que les schémas de principe qui sont annexés :

- détaille les points critiques liés à la conception des installations (présence de dépôts de tartre),
- explicite et détaille les modalités de gestion des installations de refroidissement,
- définit les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement et les actions correctives à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération, par une analyse des dangers et la description des éléments de méthodes permettant de maîtriser les risques et de vérifier l'efficacité du traitement mis en place,

Dans sa dernière version, le cahier de suivi de l'AMR a été complété par

- les conclusions des rapports préventifs annuels réalisés en 2025,
- les résultats conformes suite aux prélèvements et à l'analyse des eaux d'appoint réalisés en 2025 par la laboratoire Eurofins

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/10/2013, article 26.I.2.b

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement physique ou chimique dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles. L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

Constats :

L'inspection a constaté que les 4 installations sont maintenues propres et dans un bon état de surface. L'exploitant indique que la bonne gestion hydraulique ainsi que le traitement régulier des installations sont assurés pendant toute la durée de fonctionnement.

Le traitement mis en œuvre est un traitement chimique en continu composé des produits suivants :

- Le biocide oxydant O.372 : biocide à base de chlorure de brome injecté en continu pour chaque circuit ;
- Le biocide non oxydant B330 : biocide à base d'isothiazolone injecté une fois par semaine dans chaque circuit ;
- L'antitartre - anticorrosion - biodispersant A56 : anti-tartre, corrosion et bio-dispersant à base d'amine grasse éthoxylée injection en continu avec l'eau d'appoint dans chaque circuit.

L'inspection a pu constater sur site le bon fonctionnement du dispositif de purge. L'antitartre A56 et le biocide oxydant O.372 sont injectés en continu. L'inspection a constaté que cette injection était gérée par un automate et était réalisée au goutte à goutte par une pompe doseuse. L'exploitant indique que cette injection entraîne une concentration extrêmement faible des produits dans le circuit (quelques milligrammes par litre) et permet d'éviter toute réaction dangereuse entre ces deux produits.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Nettoyage préventif de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tours de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin est effectuée au minimum une fois par an . Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mises en place afin de prévenir tout risques d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement.

Constats :

Le nettoyage préventif annuel des 4 tours est réalisé par la société Novalair de la façon suivante :

- le 24/11/2025 pour les tours Belfort 1 et 2 ;
- le 28/07/2025 pour les tours EPI et FRCG.

Les rapports d'entretien des tours Belfort 1 et 2 (rapport n°ESLFB2611A et B/2025) ne prescrivent aucun travaux supplémentaires à réaliser.

Le rapport d'entretien pour la tour FRCG (RAP -ESLFB2107A-2025) signale une présence de corrosion sur le filtre ainsi qu'un remplacement de la batterie à réaliser. L'exploitant a présenté ses devis de travaux indiquant que le remplacement de la batterie est prévue en avril 2026 et le nettoyage des filtres en mai 2026.

Le rapport d'entretien pour la tour EPI (RAP -ESLFB3007A-2025) indique un remplacement des surfaces d'échange et des dévésiculeurs à prévoir. L'exploitant a présenté un devis de travaux indiquant un remplacement de ces éléments prévu en août 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stockage des produits biocides et autres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions

Prescription contrôlée :

Etat des stocks de produits dangereux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection son inventaire tenu à jour indiquant la quantité et la nature des produits biocides détenus sur le site ainsi que les deux FDS des produits biocides utilisés fréquemment :

- le biocide oxydant : ODYCIDE O372 utilisé lors du traitement en continu et combiné avec l'antitartre/Anticorrosion ODYREF A56 ;
- le biocide non oxydant ODYCIDE B330 utilisé lors du traitement choc réalisé une fois par semaine.

Sur le terrain, l'Inspection a pu s'assurer que les produits stockés correspondent bien à la stratégie de traitement et que les stocks sont suffisants. L'inspection s'est également assurée que les conditions de stockage préconisées dans les FDS sont bien respectées : stockage des biocides sur des rétentions caniveaux métalliques et disposés verticalement dans des récipients étanches et à une température ambiante inférieure à 35°C.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Identification des produits biocides

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/06/2016, article R.522-18
Thème(s) : Risques chroniques, Réglementation
Prescription contrôlée : Nom commercial du produit biocide contrôlé. Nom et adresse du fournisseur
Constats : L'exploitant a détaillé les deux produits biocides couramment utilisés pour les traitements de ses TAR : <ul style="list-style-type: none">• l'odycide B330 utilisé pour les traitements chocs ;• l'odycide O372 utilisé pour le traitement en continu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Utilisation des produits biocides sur le site

Référence réglementaire : Autre du 22/05/2012, article Annexe V
Thème(s) : Risques chroniques, Réglementation
Prescription contrôlée : Type de produit(TP) correspondant au sens de l'annexe V du règlement UE n°528/2012 du parlement européen et du conseil du 22/05/2012 relatif à la mise à disposition sur le marché et l'utilisation de produits biocides.
Constats : Pour les traitements de ses quatre tours aéroréfrigérantes, l'exploitant a déclaré utiliser les deux produits biocides suivants : <ul style="list-style-type: none">• le biocide organique non oxydant Odycide B330 utilisé pour le traitement en continu des tours avec un antitartre-anticorrosion (G56) ;• le biocide organique oxydant Odycide O372 utilisé pour le traitement choc hebdomadaire et injecté sur le compteur d'appoint en adoucie et régulé en fonction du potentiel d'oxydo-réduction de l'eau des tours. Le type d'utilisation correspondant au sens de l'annexe V du Règlement UE n°528/2012 pour ces deux produits biocides est le TP 11, qui correspond à un produit de protection des liquides utilisés dans les systèmes de refroidissement et de fabrication. L'exploitant utilise ces deux produits pour limiter l'activité biologique dans les circuits de refroidissement. Cette utilisation est conforme avec le classement TP11.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention de la légionellose

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 39

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention légionellose
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la concentration en <i>Legionella Pneumophila</i> dans l'eau de l'installation en fonctionnement soit en permanence maintenue à une concentration inférieure à 1000 UFC/l selon la norme NF T 90-431 ou autre méthode d'analyse préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées.
Constats : Le dernier traitement choc pour les 4 tours a été réalisé le 06/03/2026 pour les 4 tours, soit plus de 48h avant le prélèvement du 09/03/2026. D'après le rapport d'analyse (référence n°B26/R13418/00001 du 19/03/2026), les résultats pour les circuits des tours Belfort 1, Belfort 2, FRCG et EPI ont été obtenus par la méthode de recherche NF T 90-431 et les résultats obtenus sont conformes et les valeurs des concentrations relevées dans les circuits sont inférieures au seuil de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> de 1000 UFC/L dans l'eau du circuit.
Type de suites proposées : Sans suite